



► Vulnérabilité économique des zones d'emploi face à la crise

France Stratégie, Coline Bouvart, Clément Dherbécourt, Boris Le Hir

Billet de France Stratégie, juin 2020. 14 p.

Du fait de leur spécialisation économique, toutes les zones d'emploi ne sont pas exposées de la même manière aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Certains territoires ont été affectés plus fortement que d'autres par la mesure de confinement, en raison par exemple d'un poids élevé de l'économie présentielle (notamment le commerce, l'hébergement et la restauration) ou d'un poids faible d'activités considérées dans la crise comme prioritaires.

► L'épidémie et son terrain social

Hervé Le Bras

Fondation Jean Jaurès, juin 2020

Pauvreté, présence de minorités, proportion de personnes âgées, densité... : ces facteurs ont-ils favorisé le développement de l'épidémie due au coronavirus dans certains territoires ? Pour l'historien et démographe Hervé Le Bras, l'importance de la contagion tient davantage à l'importance des clusters initiaux qu'aux facteurs économiques et sociaux « classiques ».

► Tous au vert ? Scénario rétro-prospectif d'un exode urbain

Magali Talandier

The Conversation, 7 juin 2020

Avec le confinement, le rêve du retour à la campagne a émergé dans l'esprit de nombreux citadins. Mais à quoi pourrait ressembler une France dont la densité serait mieux répartie entre villes et campagne ?

► Pourquoi Bergame ? Le virus au bout du territoire

Marco Cremaschi

Métropolitiques, 1er juin 2020

La région de Bergame en Italie a été l'un des foyers les plus actifs du coronavirus en Europe. Marco Cremaschi remet en cause les lectures opposant de manière dualiste villes et campagnes et souligne

la nécessité de repenser la gouvernance de ces territoires d'entre-deux.

► [« Le Covid va renforcer l'envie des gens de quitter les métropoles »](#)

Guy Baudelle

Le Télégramme, 18 juin 2020

Nées dans les années 1980 dans certaines villes, les « politiques temporelles » visent à peser sur les rythmes des habitants afin d'éviter, entre autres, la congestion dans les transports. Le géographe rennais Guy Baudelle explique en quoi le temps peut avoir une incidence sur l'urbanisme et vice-versa. Et montre comment la crise sanitaire rebat les cartes en termes d'aménagement du territoire.

Agriculture - Alimentation

► [Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture](#)

Conseil économique, social et environnemental (Cese), Bertrand Coly

Avis du Cese, n° 10, 9 juin 2020, 85 p.

Depuis plusieurs décennies, on constate une chute du nombre d'agricultrices et d'agriculteurs en France, qui semble inexorable. Pourtant, leur présence dans tous les territoires est indispensable pour garantir la sécurité alimentaire, renforcer le dynamisme des zones rurales et réussir les nécessaires transitions écologique, climatique, énergétique, économique et sociale. Le Cese formule plusieurs propositions concrètes pour faire en sorte que celles et ceux qui souhaitent exercer ce métier puissent y parvenir dans de bonnes conditions, et appelle à la mobilisation de tous les acteurs concernés, qu'ils relèvent ou non du secteur agricole, ainsi qu'à la mise en œuvre de politiques publiques ambitieuses.

► [L'avis](#) ► [La synthèse](#)

► [COVID-19 : quelles actions à moyen terme pour le redressement de l'agriculture française](#)

Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), mai 2020. 20 p.

Ce document présente des pistes de réflexion des Chambres d'agriculture sur les mesures à mettre en place à moyen terme pour la sortie de crise et le redressement de l'agriculture française :

- Reconquête de notre souveraineté alimentaire et relocalisation de la production
- Investissement dans le secteur agricole pour le pérenniser et dynamiser l'économie
- Développement de l'emploi dans le secteur agricole. Il met également en avant les leviers politiques, réglementaires et financiers qui permettront d'accompagner cette ambition.

► [Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France ?](#)

Sénat (Délégation à la prospective), Françoise Cartron et Jean-Luc Fichet

28 mai 2020

Un constat : les systèmes alimentaires développés au cours du XXe siècle dans les pays occidentaux puis diffusés dans de nombreuses parties du monde, ne sont pas durables en termes de consommation de ressources naturelles, d'impacts sur le climat et sur la biodiversité ou encore de santé. Comment faire émerger des systèmes alimentaires à la fois plus durables et acceptables ? Le rapport de la délégation à la prospective du Sénat examine deux axes de transformation majeurs : sobriété et végétalisation. Mais la mutation est complexe car il s'agit tout à la fois de favoriser une alimentation satisfaisante pour la santé, satisfaisante pour l'environnement et financièrement accessible à tous, sans pour autant renoncer aux traditions et plaisirs culinaires si importants pour nos territoires et notre pays. Pour favoriser cette nouvelle transition alimentaire, le rapport de la délégation formule 20 propositions.

Cohésion territoriale

[► Un niveau de vie et des disparités de revenus plus élevés en Île-de-France et dans les communes denses](#)

Insee (pôle Revenus fiscaux et sociaux), Valérie Molina

Insee Focus, n° 196, juin 2020

En France métropolitaine, en Martinique et à La Réunion, la moitié de la population a un niveau de vie supérieur à 21 030 euros en 2017. Il est plus élevé en Île-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes, dans les zones littorales et frontalières et il est moins élevé en Martinique et à La Réunion. Les disparités de revenu sont plus fortes en Île-de-France, dans les deux DOM et dans les communes denses. La pauvreté y est également plus présente.

[► Quelle influence du lieu d'origine sur le niveau de vie ?](#)

France Stratégie, Clément Dherbécourt et Gustave Kenedi

Note d'analyse, n° 91, juin 2020. 16 p.

Dans quelle mesure le niveau de vie d'une personne dépend-il du lieu où elle a grandi ? Rarement étudiée, cette question a pourtant d'évidentes implications en matière de ciblage des politiques publiques. Les auteurs tentent dans cette note d'y répondre sur un segment particulier de population, les enfants d'ouvrier ou d'employé, étudiés sur les cohortes nées entre 1970 et 1988.

Développement économique

[► Rebondir ou subir pour les Territoires d'industrie. Les secteurs industriels français face à la crise. Les analyses des experts, les initiatives des acteurs](#)

Assemblée des communautés de France (AdCF), Lucas Chevrier

AdCF Direct, juin 2020. 11 p.

Les impacts de la crise sur les secteurs industriels font l'objet d'une intense réflexion au niveau national, et de nombreuses publications (articles, notes, rapports...) s'emploient à les anticiper tout en scrutant les réactions des entreprises au contexte actuel. L'AdCF propose dans cette note un recensement des analyses récentes parues sur le sujet de la réindustrialisation (presse, notes...), évoque des pistes d'action possibles au niveau local et identifie des leviers d'action pour les Territoires d'industrie.

[► Dix-huit propositions pour une relance industrielle stratégique](#)

Sénat (Commission des affaires économiques)

Note de synthèse, n° 155, juin 2020. 10 p.

La crise soudaine, mais durable, qui a frappé la France au mois de mars dernier est un rappel à l'ordre : la désindustrialisation progressive du territoire français a fragilisé non seulement son économie, mais aussi sa souveraineté. Le plan de relance de l'État devra donc, au-delà d'un simple choc de demande, traduire une véritable réflexion stratégique sur les capacités nationales et l'avenir des filières. La cellule de veille, de contrôle et d'anticipation dédiée à l'Industrie présente de la Commission des affaires économiques du Sénat présente ses dix-huit propositions pour une relance industrielle stratégique.

Développement territorial

[► Evaluer le bien-être sur un territoire. Comprendre pour agir sur les facteurs d'attractivité territoriaux](#)

Lise Bourdeau-Lepage (Dir.)

Editions VAA Conseil, mai 2020. 87 p.

Bien-être et attractivité territoriale. Au-delà des idées reçues, de quoi parle-t-on, est-il possible de mesurer les notions de bien-être et d'attractivité au niveau d'un territoire ? Quels intérêts, quelles limites et quelles complémentarités entre approches statistiques et qualitatives ? Quelles inégalités socio-spatiales sont observées entre territoires ? Comment mieux articuler bien-être, attractivité, innovation et les inscrire davantage dans des stratégies intégrées de développement territorial et des politiques publiques ? Ce guide méthodologique issu du projet PSDR BRRISE répond à quelques-unes de ces questions...

► [Une méthode pour une nouvelle conception du territoire \(I\) et \(II\)](#)

Marc Desforges

Blog Territoires innovants et bien-vivre, mai et juin 2020

L'auteur présente à travers plusieurs billets de son blog sa vision d'un nouveau modèle de développement économique et social, politique et écologique, ancré dans les territoires que la crise sanitaire actuelle rend urgent.

Emploi - Insertion

► [Que deviennent les jeunes des quartiers prioritaires de la ville après leur bac ?](#)

Thomas Couppié, Pascal Dieusaert, Mélanie Vignale

Céreq Bref, n° 391, juin 2020. 4 p.

Les lycéens des quartiers prioritaires font face à des difficultés spécifiques pour décrocher le bac et poursuivre des études supérieures. Au-delà des effets liés à leurs appartenances sociales, le fait de résider en quartier prioritaire a-t-il un impact propre sur leur parcours post-bac et leur insertion professionnelle ? Une collaboration entre le Céreq et l'Agence nationale de la cohésion des territoires permet d'éclairer les trajectoires de formation et d'emploi des jeunes qui, sortis en 2013 du système éducatif, résidaient en quartier prioritaire au moment du bac.

► [Quelles compétences pour quels territoires ?](#)

Pôle Emploi

Eclairages et synthèses, #58, mai 2020. 12 p.

Cette étude a pour objet l'analyse des éventuels désajustements nationaux et locaux entre compétences attendues par les employeurs et compétences détenues par les demandeurs d'emploi. La demande de compétences comme l'achat-vente ou le secrétariat est répartie de manière relativement uniforme sur le territoire national, alors que d'autres comme la cuisine-restauration, l'informatique-numérique ou celles relatives à l'agriculture sont concentrées sur certains territoires. Localement, cette demande est parfois supérieure à l'offre, engendrant des désajustements locaux : par exemple, pour la compétence « maintenance », la demande des employeurs est en excès dans l'ouest de la France et dans l'est de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Logement

► [Le confinement, révélateur des inégalités dans la qualité du logement](#)

Qualitel, Institut Ipsos. Juin 2020. 10 p.

L'Association Qualitel publie les résultats d'une enquête menée sur le logement et le confinement, avec un échantillon représentatif de 2 600 Français qui ont répondu à 63 questions et noté leur logement sur la base de 17 critères (confort thermique, isolation acoustique, qualité des matériaux, ventilation, luminosité etc.) qui composent le Qualiscore, indice de la qualité perçue du logement. En synthèse, 20

% des Français ont « mal supporté » leur logement pendant le confinement. Et ces résultats confirment ceux du baromètre de Qualitel présenté il y a quelques mois qui mettaient en évidence la "fracture territoriale à l'envers" en matière de logement, au bénéfice des petites villes et des zones rurales.

Rénovation urbaine

► [L'Agence nationale de rénovation urbaine \(Anru\) et la mise en œuvre des programmes de renouvellement urbain \(PNRU et NPNRU\)](#)

Cour des Comptes, juin 2020. 123 p.

À la demande de la Commission des finances du Sénat, la Cour a examiné la gestion de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) et la conduite de ses programmes d'intervention.

Au cœur de la politique de la ville, l'Anru, qui a pour mission la réalisation du programme national de renouvellement urbain 2004-2021 (PNRU) et du nouveau programme national de renouvellement urbain 2014-2024 (NPNRU) dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, a plusieurs défis à relever. Si le PNRU a eu un effet de levier majeur (29 507 opérations engagées sur 596 quartiers), l'Anru doit en assurer la bonne fin de gestion et en évaluer les résultats finement. Pour le NPNRU, la lente montée en puissance doit être accélérée et pilotée avec précision. Dans sa gestion, l'Anru est confrontée à de nombreuses réformes à conduire, notamment la remise à plat de son système d'information. Si sa situation financière, tendue jusqu'en 2016, s'est rétablie, la trajectoire financière à long terme doit être suivie avec attention dans le cadre du NPNRU et le contrôle de l'État sur l'agence doit être consolidé.

Territoires ruraux

► [“Comme dans les quartiers populaires, le grand souci de nos campagnes en déclin est le niveau de vie”. Entretien avec Benoît Coquard](#)

Par Romain Jeanticou

Télérama, 15 juin 2020. pp. 4-8

Le monde rural, un espace préservé où vivrait le “vrai peuple” ? Cette vision urbaine de la ruralité n'est qu'une succession de clichés, s'insurge Benoît Coquard, sociologue, auteur de “Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin”. Pour lui, les habitants de ces territoires, notamment les classes populaires, ne sont pas assez écoutés.

Transfrontalier

► [La crise du Covid-19 aux frontières : retours d'expériences](#)

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT), juin 2020. 27 p.

Cette contribution vise à rendre compte des impacts, des difficultés et des initiatives liés à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19, au sein des territoires transfrontaliers. Sur la base de témoignages recueillis auprès des membres du réseau de la MOT, d'une enquête par questionnaire et d'une exploitation minutieuse de revues de presse, il s'agit de donner à voir dans quelle mesure les territoires situés aux limites des Etats-nations européens sont reliés par des interdépendances manifestes. Ces bassins de vie aux usages quotidiens nécessitent à leur rencontre une approche différenciée des politiques publiques, multi-niveaux, et centrée sur les personnes. In fine, il s'agit d'interroger, à partir des territoires transfrontaliers, comment de nouvelles manières de conduire les politiques publiques - en temps de crise ou non - pourraient voir le jour, fondées sur des interdépendances et des souverainetés partagées.

► [Stratégie de coopération transfrontalière 2020 – 2030](#)

Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées (Audap), juin 2020, 100 p.

La Communauté d'agglomération du Pays Basque (CAPB) a élaboré, avec l'appui de l'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées et la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT), une stratégie de coopération transfrontalière pour les 10 prochaines années. Co-construite et partagée, la CAPB s'est inspirée des schémas de coopération définis par la loi NoTRE, avec l'ambition de se positionner pleinement dans la nouvelle programmation des fonds européens 2021-2027.

Ville durable

► [Villes denses, villes vertueuses : un modèle indépassable ?](#)

Gabriel Dupuy

The Conversation, 9 juin 2020

Depuis le début de la crise sanitaire, la forte densité de population est pointée comme un facteur de propagation du coronavirus. Face à ce risque, de nombreux habitants sont partis se mettre au vert, dans des logements plus grands, des environnements moins denses, estimant qu'il serait plus facile de s'aérer tout en respectant les consignes de distanciation sociale. L'idée de dédensifier les villes a ainsi réémergé, ravivant un imaginaire rural fantasmé, marqué par une dichotomie entre villes denses et campagnes vides qui n'a plus vraiment de sens. Pour autant, la crise nous invite effectivement à questionner le mouvement de densification qui régit l'urbanisme depuis des décennies, et nous appelle à revenir à des densités plus raisonnables.

► ["La pandémie montre la nécessité d'un urbanisme d'implication".](#)

[Entretien avec Michel Lussault](#)

Par Eva Thiébaud

AEF Info, dépêche n°629785, 17 juin 2020

Quelle influence la pandémie de coronavirus pourrait-elle avoir sur l'urbanisme ? Le géographe Michel Lussault pointe le fait que l'épidémie a d'abord rappelé aux êtres humains qu'ils sont toujours en relation avec le vivant non humain - malgré une urbanisation le tenant à distance. Pendant la crise, le géographe note aussi que l'implication des citoyens a permis une plus grande résilience face au virus, notamment grâce à l'activation de chaînes de solidarité locales. De la même façon, il considère qu'il faudrait repenser les systèmes urbains en coconstruction avec les habitants.

► [Ecouter les Chroniques géovirales de Michel Lussault sur le blog Anthropocène 2050 de l'Ecole urbaine de Lyon](#)

► [« Ce n'est pas la première fois qu'on annonce la mort des villes. Je n'y crois pas du tout »](#)

Lise Bourdeau-Lepage

Le Monde Cities, 14 juin 2020

La diminution des relations sociales pendant le confinement a eu un impact négatif sur la santé physique et mentale des citadins, qui aspirent plus que jamais à une ville calme, verte et inclusive, montre la géographe Lise Bourdeau-Lepage. Elle revient dans cette interview sur les résultats d'une enquête sur les effets du confinement sur le quotidien des Français qu'elle a piloté ces dernières semaines.

Villes petites et moyennes

► [Les villes petites et moyennes - Territoires émergents de l'action publique](#)

Sylvie Fol

Puca, 2020. Collection *Les Conférences Popsu*. 48 p.

Cet ouvrage analyse les obstacles à la prise en compte des difficultés des villes petites et moyennes et décrit le processus par lequel les problèmes de ces villes ont été progressivement inscrits à l'agenda politique national. Il examine le rôle que les villes petites et moyennes sont susceptibles de jouer dans le maillage du territoire, en suggérant que les petites villes, en particulier, sont peut-être plus que les autres celles où peuvent s'inventer des stratégies alternatives et de nouveaux « modèles » d'action publique.

► **[Au cœur des villes moyennes de Bourgogne-Franche-Comté, une forte restructuration du commerce et de l'habitat](#)**

Insee, Mélanie Chassard et Philippe Rossignol

Insee Analyses Bourgogne Franche-Comté, n° 69, 10 juin 2020. 4 p.

En France, le cœur des villes moyennes se dévitalise. La Bourgogne-Franche-Comté ne fait pas exception. Ses centres-villes perdent progressivement de la population et leur activité commerciale se rétracte. Très concentré spatialement, le commerce de centre-ville repose sur quelques secteurs : restauration, banques, prêt-à-porter, alimentation... Presque tous sont en repli et se redéploient en zones commerciales périphériques, à l'instar du prêt-à-porter. Seul l'emploi dans la restauration progresse en centre-ville. Le commerce semble s'y transformer et s'orienter davantage vers la clientèle de passage que vers ses habitants, de moins en moins nombreux. Le centre-ville ne parvient pas à rivaliser avec l'attractivité résidentielle du reste du pôle urbain.

Ville productive

► **[Maintenir et développer les activités productives dans les métropoles](#)**

Cerema, Institut CDC pour la recherche, Puca et laboratoire Pacte-CNRS, 4 juin 2020. Webinaire 2h38

Le Cerema, l'Institut CDC pour la recherche et le Puca ont organisé un webinaire sur les démarches de relocalisation et de développement des activités productives en ville. Il a permis de présenter les travaux menés pendant deux ans sur ce sujet par le Cerema et l'Université de Grenoble-Alpes, notamment l'analyse de projets menés dans plusieurs métropoles. La stratégie en faveur de la ville productive menée par Bordeaux Métropole et le projet USIN de la Métropole de Lyon pour la réindustrialisation d'un site désaffecté à Vénissieux, ont été présentés au cours de ce webinaire.

► [Slides et replay du webinaire](#)

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

